*Etats-Unis**
Les élections américaines de 1988 : la victoire de Bush et les échecs des républicains

JOHN T. S. KEELER et DESMOND S. KING**

De l'élection américaine de 1988, on retiendra une sorte d'ironie de l'histoire, et la complexité du message des électeurs. Le Vice-Président George Bush a certes remporté dans la compétition pour la Maison-Blanche ce que l'on pourrait normalement considérer comme une impressionnante victoire. Mais, à en croire les sondages, il apparaissait clairement aux yeux de l'opinion comme le meilleur de deux candidats décevants. Les Démocrates, découragés par une cinquième défaite dans les six dernières élections présidentielles, s'étaient pourtant remarquablement bien défendus dans les autres élections du 8 novembre ; après huit années de présidence — et de popularité — de Ronald Reagan, ils demeuraient le parti dominant sur le plan national. Et tandis que le Président élu préparait son entrée en fonctions, les Démocrates du Congrès, ragaillardis, se piquaient d'avoir obtenu, *eux*, la confiance des électeurs. En cela, ils fixaient le cadre dans lequel évoluerait pendant au moins quatre années supplémentaires une orageuse cohabitation « à l'américaine ».

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

La campagne

Deux éléments marquants ont caractérisé la campagne présidentielle américaine de 1988. D'abord George Bush réussit durant l'été à renverser à son profit le rapport des forces qui jusque-là accordait à Dukakis une large

* Traduit de l'anglais par Noëlle Burgi.

** Respectivement : Academic Visitor au Department of Government de la London School of Economics (LSE) et professeur associé de science politique à l'Université de Washington (Etats-Unis) ; Lecturer au Department of Government de la LSE.

avance dans les sondages. Ensuite, les stratèges républicains menèrent une campagne très négative pour assurer la victoire. Au lieu d'élaborer des propositions concrètes ou de grands desseins, l'équipe de Bush s'est acharnée à saper l'image positive mais plutôt vague que beaucoup d'électeurs avaient de Dukakis au moment de la Convention démocrate. Cette seconde caractéristique de la campagne a produit une victoire à la Pyrrhus : moins de 50 % de l'électorat (le pourcentage le plus bas depuis 1948) a voté aux présidentielles : les Républicains étaient victorieux mais leur mandat s'en est trouvé affaibli.

Pour comprendre comment Bush a pu rattraper son retard et remporter cette élection, il faut au préalable considérer la fragilité sur laquelle reposait la popularité de Dukakis à l'époque de la Convention démocrate d'Atlanta. Le gouverneur Dukakis avait triomphé d'un groupe de rivaux sans éclat au moment des primaires. Pour cela, il s'était prévalu de ses compétences technocratiques. Il en voulait pour preuve ses succès dans l'Etat du Massachusetts où sa politique économique aurait permis une reprise miraculeuse. De même, ses attaques contre Bush furent efficaces. Celui-ci fut présenté comme une pâle imitation de Reagan, comme un « mou » dépourvu d'idées personnelles et manquant du courage nécessaire pour mettre en cause les positions du Président sur des enjeux tels que les ventes cachées d'armes à l'Iran. Dukakis fut largement applaudi pour avoir évité une éventuelle révolte à la Convention des partisans de Jesse Jackson, le candidat noir charismatique qui avait obtenu une surprenante place de second dans la course à la nomination. On l'approuva pour avoir choisi un colistier en la personne de Lloyd Bentsen, sénateur conservateur du Texas, car il apportait ainsi au ticket démocrate un équilibre idéologique et géographique. Comme devaient ultérieurement le montrer les sondages, Bentsen était non seulement plus populaire que son homologue républicain, le jeune sénateur inexpérimenté Dan Quayle de l'Indiana, mais il était aussi le plus populaire des quatre candidats des deux partis. Dukakis fut enfin salué pour avoir prononcé un discours de clôture stimulant à la Convention, confondant ainsi ceux qui le taxaient d'homme ennuyeux. Pourtant, même dans l'atmosphère euphorique de la Convention d'Atlanta, des observateurs avertis avaient laissé entendre qu'une victoire de Dukakis en novembre n'était nullement certaine. Le gouverneur du Massachussets restait un personnage peu connu des électeurs et les sondages faisaient état de la « mollesse » de ses soutiens. La question à l'ordre du jour était la suivante : Dukakis conserverait-il son avance lorsque les électeurs en auraient appris davantage sur lui et que la campagne des Républicains battrait son plein ?[1].

La réponse, bien sûr, fut négative. Pourquoi ? Rétrospectivement, il est clair que le contexte de paix et de prospérité relatives, conjugué à la

1. Voir William Schneider, Solidarity's Not Enough, *National Journal*, 12 novembre 1988 ; Jack Germond et Jules Witcover, Blaming Dukakis, *National Journal* 12 novembre 1988 ; Texas Back in the Saddle, *Financial Times*, 13 juillet 1988.

popularité persistante de Reagan, rendait moins probable qu'il n'avait semblé durant l'été la défaite de son dauphin. Mais il est certain que les Républicains organisèrent une campagne médiatique beaucoup plus efficace. Juste après la Convention républicaine, les cinq conseillers les plus proches de Bush lui firent savoir qu'il lui faudrait mener dans les médias une campagne agressive et négative s'il voulait conquérir la présidence. Il devrait mettre en cause la « compétence » attribuée à Dukakis et, surtout, le présenter comme un « libéral » (c'est-à-dire comme un homme de gauche, dans le vocabulaire français) qui aurait cherché à dissimuler ses véritables convictions au public américain.

C'est ce que fit Bush dans sa campagne. D'une part, il mit en question le *patriotisme* du gouverneur, en braquant les projecteurs sur le veto opposé par celui-ci à une loi d'Etat qui obligeait les instituteurs à faire réciter chaque jour aux écoliers le serment d'allégeance au drapeau américain (Dukakis avait fondé son veto sur des décisions de la Cour Suprême des Etats-Unis). D'autre part, il mit en doute la *fermeté* de son rival en matière de loi et d'ordre. Cela, en dramatisant le comportement criminel d'un prisonnier bénéficiant d'une permission de sortie accordée par le gouverneur (mais on notera que ce programme avait aussi un champ d'application fédéral et qu'il avait été mis en œuvre par son prédécesseur républicain dans le Massachusetts). Dans le même ordre d'idées, on soulignait l'opposition de Dukakis à la peine de mort. Enfin, Bush mit en doute la *compétence* de son rival à gouverner en s'interrogeant sur la contribution de celui-ci au « miracle économique » de son Etat et, de façon plus spectaculaire, en affirmant que s'il avait promis pour l'Amérique une meilleure politique de l'environnement, il s'était montré incapable de nettoyer le port de Boston, la capitale de son propre Etat.

Ces offensives eurent d'autant plus de succès que le candidat démocrate se défendit mal. Hormis les réticences dont il fit preuve initialement à y répondre, sa défense fut inefficace. (Ainsi par exemple son équipe fut mal inspirée de symboliser son engagement envers la défense nationale en le faisant photographier, juché sur un tank. Cette initiative eut pour effet de ridiculiser un peu son image. D'ailleurs, les Républicains se servirent de cette photo dans leur propre campagne médiatique.) On ajoutera que Dukakis s'avéra incapable jusqu'à une étape avancée de la campagne de définir clairement l'étendue et les limites de son libéralisme[2].

Les résultats

Malheureusement pour Dukakis, les attaques incessantes des Républicains se révélèrent très efficaces. Et ce, alors même que nombre d'électeurs

2. Voir E. J. Dionne, Jr., Voters Delay Republican Hopes of Dominance in Post-Reagan Era, *New York Times*, 10 novembre 1988 ; Gerald Boyd, How Bush Won : Picking the Right Fights and Getting the Right Opponent et Robin Toner, Dukakis Aides Acknowledge Bush Outmaneuvered Them, *New York Times*, 12 novembre 1988 ; Dukakis Makes a Pitch for the Little Guy, *Financial Times*, 21 octobre 1988.

purent considérer comme « sale » la campagne médiatique du GOP (GOP est le sigle de « Grand Old Party », un surnom du Parti républicain). Lorsque le vote eut lieu le 8 novembre, Bush battit Dukakis. Il obtint 54 % des suffrages de la nation. Comme d'habitude, la marge du vainqueur fut amplifiée par les votes des Grands Electeurs Bush remporta 40 Etats, représentant 426 Grands Electeurs, tandis que Dukakis ne remportait que 10 Etats et le district de Columbia pour un total de 112 Grands Electeurs. Aussi la victoire de Bush fut-elle considérable, nonobstant le sentiment de Dukakis qui estimait pour sa part avoir fait mieux que tous les candidats démocrates depuis 1968[3].

Comme le montrent les sondages effectués à la sortie des urnes (voir tableau 1), beaucoup d'électeurs perçurent Dukakis non seulement comme trop libéral, mais aussi comme *moins* compétent que Bush. Dans une proportion variant entre 60 et 80 %, l'électorat préférait les politiques proposées par Bush concernant la défense nationale, l'avortement et la criminalité — trois des quatre problèmes auxquels les électeurs attachaient le plus d'importance. En promettant de ne pas augmenter les impôts, Bush obtint également 70 % des suffrages des personnes pour qui ce sujet était important[4].

TABLEAU 1. — *Comment les électeurs ont expliqué leur vote pour Bush et Dukakis*

Questions/Réponses

	En % du total	% votant pour	
		Bush	Dukakis
Pourquoi avez-vous voté pour votre candidat ?			
Il a plus d'expérience	34	97	3
Il est plus compétent	27	73	26
Il semble se soucier de gens comme moi	24	25	75
Un changement est nécessaire	18	15	92
Il a une vision plus claire du futur	17	52	46
Il a un meilleur Vice-Président	13	14	86
Mon parti n'a pas désigné le meilleur candidat	10	50	44
Il m'a impressionné pendant les débats	7	54	46
Il nous évitera une récession	4	80	19
Il est plus séduisant	3	52	46

3. The Battle of Ads Puts Bush's Army on the Defensive, *The Independent*, 26 octobre 1988 ; Dionne, Voters Delay..., *op. cit.*

4. Schneider, Solidarity's Not Enough, *op. cit.*

	En % du total	% votant pour	
		Bush	Dukakis
Qu'avez-vous le moins aimé chez son concurrent ?			
Ses idées sont trop libérales	28	94	6
Il a fait une campagne sale	28	30	69
Il a fait preuve d'appréciations médiocres	24	46	53
Il me laisse froid	19	55	43
C'est trop risqué	15	76	24
Il est trop proche des intérêts sectoriels	13	26	72
Il est trop lié au passé	10	10	88
Il ne défendra pas l'Amérique	8	65	33
Il est trop mou	7	38	60
Il ne sera pas élu	4	63	34
Quels problèmes ont déterminé votre choix			
Le déficit du budget fédéral	25	39	60
La défense nationale	23	84	15
L'avortement	20	63	36
La criminalité	18	67	31
La moralité du Gouvernement	17	31	67
Les impôts	15	70	29
La drogue	14	41	58
Le chômage	10	35	64
La protection de l'environnement	11	28	70
Le commerce extérieur	5	57	42
Rien de spécial	12	52	45

Source : Sondages à la sortie des urnes de Cable News Network *Los Angeles Times*, cités par William Schneider, Solidarity's Not Enough, *National Journal*, 132 novembre 1988, p. 2854.

Du point de vue des conseillers démocrates, il est une grande question d'ordre économique qui est restée inexploitée : pourquoi les déficits budgétaires et commerciaux ainsi que les autres problèmes lancinants n'ont-ils pas davantage profité à Dukakis ? Les conséquences du déficit sont potentiellement énormes. Durant les huit années de la présidence Reagan, la dette fédérale est passée de 738 milliards de dollars (26 cents par dollar de revenu national) à 2 100 milliards de dollars (43 cents par dollar de revenu national). Il ressort du tableau 1 que beaucoup d'électeurs ont considéré le déficit budgétaire comme un problème important. Parmi eux, 60 % ont voté pour Dukakis. Mais *la plupart* des électeurs est demeurée indifférente à la fragilité du boom économique des années Reagan. D'après les sondages effectués à la sortie des urnes, la situation financière de 44 % d'entre eux s'était améliorée depuis quatre ans, 17 % seulement considérant qu'elle

s'était détériorée au cours de la même période. Plus encore, près de 80 % des électeurs estimaient que la situation économique demeurerait identique ou s'améliorerait dans les quatre prochaines années : 60 % de ces optimistes ont voté pour Bush[5].

Comme le montrent les tableaux 2 et 3, Bush fit un meilleur score que Dukakis dans chacune des quatre régions du pays. Néanmoins, Dukakis put au moins se consoler d'avoir récolté dans chaque région un pourcentage de votes plus élevé que Mondale en 1984. Ses résultats furent particulièrement bons dans l'Ouest ; il réussit mieux en Californie que tous ses prédécesseurs depuis 1964, devenant même le premier Démocrate depuis Roosevelt à conquérir à la fois l'Oregon et l'Etat de Washington. Mais les résultats dans le Sud furent désastreux. Pour la seconde élection consé-

TABLEAU 2 : *Profil sociologique de l'électorat, 1984-1988*

		Election 1984		Election 1988	
	Total 1988 (en %)	Reagan	Mondale	Bush	Dukakis
		%	%	%	%
%	de tous les votants	59	40	53	45
	Sexe				
48	Hommes	62	37	57	41
52	Femmes	56	44	50	49
	Race				
85	Blancs	64	35	59	40
10	Noirs	9	89	12	86
3	Hispaniques	37	61	30	69
	Religion				
48	Blancs protestants	72	27	66	33
9	Blancs fondamentalistes ou Chrétiens évangéliques	78	22	81	18
28	Catholiques	54	45	52	47
4	Juifs	31	67	35	64
	Revenus				
12	Moins de $ 12 500	45	54	37	62
20	12 500-24 999	57	42	49	50
20	25 000-34 999	59	40	56	44
20	35 000-49 999	66	33	56	42
24	Plus de 50 000	69	30	62	37

5. Voir Benjamin M. Friedman, The Campaign's Hidden Issue, *New York Review of Books*, 13 octobre 1988 ; Schneider, Solidarity's Not Enough, *op. cit.*

		Election 1984		Election 1988	
	Total 1988 (en %)	Reagan	Mondale	Bush	Dukakis
		%	%	%	%
	Région				
25	Est	52	47	50	49
28	Midwest	58	40	52	47
28	Sud	64	36	58	41
19	Ouest	61	38	52	46
	Idéologie				
18	Libéraux	28	70	18	81
45	Modérés	53	47	49	50
33	Conservateurs	82	17	80	19
	Profession				
13	Cols bleus	54	45	49	50
11	Cols blancs	59	40	57	42
31	Encadrement ou direction	62	37	59	40
10	Travail à domicile	61	38	58	41
2	Travailleurs agricoles			55	44
4	Etudiants	52	47	44	54
5	Enseignants	51	48	47	51
5	Chômeurs	32	67	37	62
16	Retraités	60	40	50	49
	Identification partisane				
35	Républicains	93	6	91	8
37	Démocrates	24	75	17	82
26	Indépendants	63	35	55	43
	Vote précédent				
56	Electeurs Reagan 1984	100	0	80	19
9	Electeurs démocrates de Reagan 1984	100	0	48	51
28	Electeurs de Mondale 1984	0	100	7	92

Source : Sondage *New York Times*/CBS NEWS. Données 1988 tirées de questionnaires remplis par 11 645 votants à la sortie des urnes le jour de l'élection sur l'ensemble du pays. Données 1984 tirées de questionnaires remplis par 15 201 votants. Les sans opinion n'apparaissent pas.

TABLEAU 3. — *Résultat de l'élection présidentielle en 1988 Etat par Etat*

Etat	Bush			Dukakis		
	SUFF	%	G. EL (1)	SUFF	%	G. EL
Alabama (2) (2)	809	60	9	546	40	
Alaska (1)	102	62	3	62	38	
Arizona (0)	692	61	7	446	39	
Arkansas (3)	461	57	6	344	43	
Californie (1)	4 711	52	47	4 423	48	
Colorado (1)	727	54	8	621	46	
Connecticut (3)	747	53	8	674	47	
Delaware (3)	130	57	3	99	43	
District de Columbia (6)	25	14		153	86	3
Floride (2)	2 500	61	21	1 615	39	
Géorgie (3)	1 066	60	12	713	40	
Hawaii (5)	158	45		192	55	4
Idaho (1)	253	63	4	147	37	
Illinois (2)	2 294	51	24	2 176	49	
Indiana (1)	1 282	60	12	848	40	
Iowa (1)	541	45		666	55	8
Kansas (1)	552	57	7	422	43	
Kentucky (2)	731	56	9	578	44	
Louisiane (2)	880	55	10	715	45	
Maine (2)	299	56	4	237	44	
Maryland (5)	834	51	10	793	49	
Massachusetts (5)	1 151	46		1 339	54	13
Michigan (3)	1 819	54	20	1 580	46	
Minnesota (6)	957	46		1 105	54	10
Mississipi (1)	551	60	7	361	40	
Missouri (3)	1 077	52	11	1 101	48	
Montana (1)	189	53	4	168	47	
Nebraska (1)	389	60	5	254	40	
Nevada (2)	205	60	4	132	38	
New Hampshire (1)	279	63	4	162	37	
New Jersey (2)	1 697	57	16	1 268	43	
Nouveau Mexique (2)	260	52	5	236	48	
New York (4)	2 974	48		3 227	52	36
Caroline du Nord (3)	1 232	58	13	889	42	
Nord Dakota (1)	162	57	3	125	43	
Ohaio (2)	2 411	55	23	1 934	45	
Oklahoma (1)	678	58	8	483	42	
Oregon (1)	512	47		567	53	7

(1) SUFF : Suffrages en milliers ; G. EL : Grands électeurs.

(2) Le chiffre entre parenthèses situé à côté du nom de chaque Etat correspond au nombre de fois que cet Etat a été remporté par le ticket démocrate de 1960 à 1984.

Etat	Bush			Dukakis		
	SUFF	%	G. EL (1)	SUFF	%	G. EL
Pennsylvanie (4)	2 291	51	25	2 183	49	
Rhode Island (5)	169	44		216	56	4
Caroline du Sud (2)	596	62	8	365	38	
Sud Dakota (1)	165	53	3	145	47	
Tennessee (2)	937	58	11	676	42	
Texas (4)	2 995	56	29	2 322	44	
Utah (1)	426	67	5	206	33	
Vermont (1)	123	51	3	116	49	
Virginie (1)	1 294	60	12	852	40	
Washington (2)	800	49		844	51	10
Virginie occidentale (5)	309	48		340	52	8
Wisconsin (2)	1 044	48		1 123	52	11
Wyoming (1)	105	61	3	66	39	
Total	47 616	54	426	40 781	46	112

Source : *National Journal*, 12 novembre 1988, p. 2847.

cutive, le candidat démocrate ne parvenait à remporter aucun des Etats de l'ancienne confédération. A cet égard, la présence du Texan Bentsen sur le ticket démocrate fut d'une aide étonnamment réduite. Comme l'ont remarqué beaucoup d'observateurs, les Démocrates dans le Sud semblent avoir payé le prix de leur image de « parti des Noirs » (dont 86 % votèrent pour Dukakis) ; situation accentuée cette année par le profil haut de Jesse Jackson dans le parti. Dukakis n'obtint que le score très médiocre de 32 % des votes Blancs du Sud[6]. Leur faiblesse dans le Sud risque de devenir un problème plus grave encore pour les Démocrates aux prochaines élections, puisque le redécoupage imminent des circonscriptions renforcera le poids électoral de cette région. A l'avenir, les Démocrates auront à affronter ce problème politique majeur : comment adapter leur politique et leurs candidats pour remporter une fois encore le Sud, ou comment gagner sans le Sud ?

Les élections au Congrès

Les Démocrates, aussi déçus fussent-ils de leur défaite à l'élection présidentielle, eurent au moins un sujet important de satisfaction à la lecture des résultats du 8 novembre : en gagnant des sièges dans les deux Chambres du Congrès, ils avaient « défié l'histoire ». Les résultats pour la Chambre des Représentants furent particulièrement impressionnants. Les Démocrates

6. Voir James A. Barnes, Republican Tilt, *National Journal*, 12 novembre 1988 ; Schneider, Solidarity's Not Enough, *op. cit.*

y gagnèrent 5 sièges, ce qui portait leur majorité à 262 représentants contre 173. C'était la première fois depuis vingt-huit ans que le parti gagnant aux présidentielles perdait des sièges à la Chambre. Dans les vingt dernières années, les Démocrates avaient perdu en moyenne 13 sièges à la Chambre les années d'élections présidentielles[7].

Certains aspects relatifs à la performance des Démocrates aux élections à la Chambre des Représentants méritent que l'on s'y arrête. D'abord, il s'agit d'un nouveau coup porté aux Républicains, lesquels prédisaient, depuis plusieurs années, un « recentrage républicain », c'est-à-dire l'avènement d'une majorité républicaine semi-permanente qui reflète le succès de leur parti aux élections présidentielles. A quatorze sièges près, les Démocrates retrouvent aujourd'hui la majorité qu'ils détenaient avant le raz-de-marée reaganien de 1980, soit une majorité équivalente à celle de 1960 (élection de Kennedy) et supérieure à celles qu'ils avaient obtenues de 1966 à 1974. Ensuite, cette reconduction de la majorité reflète en partie l'invulnérabilité croissante des candidats sortants des deux partis (ce phénomène est examiné dans l'article de *Pouvoirs* sur les élections de 1986)[8]. 6 candidats sortants seulement sur 408 (1 Démocrate, 5 Républicains) ont perdu leur siège en 1988. Non seulement les candidats sortants furent 98,3 % à regagner leur siège, mais 88 % d'entre eux le firent par une marge d'au moins 60 % des voix. La dernière élection est la seconde consécutive dans laquelle moins de 10 candidats sortants auront été battus ; entre 1954 et 1984, une telle situation ne se produisit que deux fois en seize élections, une moyenne de 22,4 sortants étant battue chaque fois durant cette période[9]

On signalera un troisième aspect important de ces élections permettant non seulement de mieux les comprendre, mais encore de prévoir le climat politique qui régnera à Washington après la prise de fonctions de George Bush. De toute évidence, ce dernier ne possédait pas de « basques » *(coattails)* à son habit (dans le vocabulaire politique américain, lorsqu'un candidat à la présidence a des « basques », sa popularité est telle qu'un grand nombre d'électeurs ne vote pas seulement pour lui mais aussi pour les autres candidats de son parti qui peuvent ainsi s'accrocher à ses basques). Lorsque Ronald Reagan remporta sa retentissante victoire de 1980, il se produisit un « effet de basques » classique. Beaucoup d'électeurs qui se disaient eux-mêmes Démocrates ou Indépendants lui apportèrent un soutien si enthousiaste qu'ils votèrent pour des candidats républicains au Congrès ; le GOP remporta ainsi 33 sièges supplémentaires à la Chambre et 12 (soit un nombre suffisant pour avoir une majorité de contrôle) au Sénat. Fort de sa popularité reconnue comme un fait au Capitole, le Président Reagan put tirer

7. Voir David Rosenbaum, Democrats Take Solace as the Party Defies History and Adds to Majority, *New York Times*, 10 novembre 1988.

8. Voir John T. S. Keeler, Le novembre noir du gouvernement Reagan, *Pouvoirs*, n° 41, p. 173-183.

9. Voir Tom Kenworthy, House Incumbents Nearly Invincible Except When Ethics Charges Are Raised, *Washington Post*, 10 novembre 1988.

avantage de ces résultats pour faire adopter l'essentiel de son programme législatif par le Congrès dans les deux premières années de son administration.

1988 a été — et 1989 sera donc — très différent. Le soutien plutôt tiède apporté à Bush explique les pertes des Républicains tant à la Chambre qu'au Sénat où ils perdirent un siège. Comme le remarquait en plaisantant un Démocrate, « non seulement Bush n'a pas de basques, mais c'est tout juste s'il a un habit ». En un sens, c'est une constatation aigre-douce pour les Démocrates. Il est clair que Bush aurait pu être battu. Selon le commentaire de E. J. Dionne Jr. du *New York Times*, la force des candidats démocrates en fin de liste sur les bulletins de vote (c'est-à-dire pour les élections autres que celles du Président, *NdT*) met d'autant mieux en évidence la chance perdue par M. Dukakis. Quoi qu'il en soit, peu de Démocrates au Congrès se sentent responsables de la défaite de leur candidat à la présidence. « Dukakis (...) n'est pas l'un des nôtres », a remarqué une importante personnalité démocrate. « C'était juste le petit Grec du bas de la rue. C'eût été différent si Bush avait battu quelqu'un de la Colline » (« quelqu'un de la Colline » signifie une personne de Capitol Hill, c'est-à-dire un membre du Congrès). Si de nombreux Démocrates dans la Chambre et au Sénat ont pu être impressionnés par la popularité de Reagan, ils ont maintenant le sentiment d'avoir, eux — et non le nouveau Président —, reçu un « mandat du peuple ». Ils paraissent confiants dans leur capacité d'affronter Bush et de l'obliger à se plier à leurs souhaits. Ils auraient même l'intention de « publier une déclaration de leurs projets législatifs » et de tenter ainsi d'établir leur propre programme, plutôt que de suivre son leadership[10].

La négociation avec des Démocrates ragaillardis et contestataires serait difficile dans les meilleures circonstances. Cependant, Bush devra affronter des problèmes d'autant plus complexes que ses relations personnelles avec le leader républicain du Sénat, Bob Dole, sont médiocres. Certains observateurs ne seraient pas étonnés si Dole, aigri par sa défaite contre Bush dans la compétition pour la nomination républicaine et par le choix de Quayle comme colistier de Bush, devenait en 1989 le « plus gros problème de Bush ». Comme le remarquait récemment un membre influent du Congrès, « on ne peut pas se tourner vers les Démocrates pour résoudre des problèmes sans s'entendre, d'une façon ou d'une autre, avec son leader républicain ». Ce n'est donc pas sans raison que l'ancien gouverneur du Texas, John Connaly, pouvait prédire à Bush « la lune de miel la plus courte qui fût »[11].

10. Voir Bill Peterson, Democrats Gain One Statehouse, Lose Few Seats in Legislatures. *Washington Post*, 10 novembre 1988 ; Dionne, Voters Delay..., *op. cit.* ; Richard E. Cohen, Ready for Battle, *National Journal*, 12 novembre 1988, p. 2860 et 2865 ; Burt Soloman, Low Expectations, *National Journal*, 12 novembre 1988, p. 2838 ; Helen Dewar, President-Elect Bush Should Not Expect Reagan-Like Honeymoon, *Washington Post*, 10 novembre 1988.

11. *New York Times*, 28 novembre 1988 ; Soloman, Low Expectations, *op. cit.*, p. 2838.

Les élections dans les Etats

On peut en 1988 résumer les élections dans les Etats à peu près dans les mêmes termes que les élections au Congrès : pas d'effets de basques ; légers gains pour les Démocrates mais très peu de changements dans l'ensemble (voir tableau 4).

TABLEAU 4. — *Résultats des élections dans les Etats (1984-1988)*

	1984		1986		Avant l'élection de 1988		Après l'élection de 1988	
	D	R	D	R	D	R	D	R (2)
Gouverneurs	34	16	26	24	27	23	28	22
Chambres (1)	65	31	66	28	67	29	69	28
Nombre d'Etats où les chambres et le gouverneur sont du même parti	18	4	13	6	14	5		

(1) Quarante-neuf Etats ont des législatures bicamérales. Le Nebraska a une législature unicamérale et non partisane. Les chiffres sont inférieurs à 98 lorsqu'une ou plusieurs chambres ont un nombre égal de représentants démocrates et républicains. Par exemple, les chiffres pour « après 1988 » s'élèvent à 97, puisque chacun des deux partis a 5 représentants dans la chambre basse de l'Indiana.

(2) D = Démocrates ; R = Républicains.

Source : *National Journal*, 12 novembre 1988, p. 2885-2886.

Dans les 12 élections de gouverneurs d'Etats, les Démocrates enregistrent un gain net d'un siège, ce qui porte leur total à 28 gouverneurs. Ils ont gagné l'Indiana (à l'âge de 32 ans le nouveau gouverneur, Evan Bayh, sera le plus jeune gouverneur des Etats-Unis), la Virginie occidentale (le seul Etat dans lequel le gouverneur sortant a été battu), le Nord Dakota, le Vermont et l'Etat de Washington. Pour leur part, les candidats républiblicains ont triomphé en Utah, dans le Montana, le Delaware, le Missouri, le New Hampshire, la Caroline du Nord et le Rhode Island. Il n'y a eu aucune surprise importante, mais les Démocrates ont été déçus par leur incapacité à battre des gouverneurs républicains sortants controversés dans le Rhode Island et l'Utah. La compétition pour les sièges de gouverneur sera certainement plus spectaculaire en 1990 où beaucoup plus d'Etats (36) auront à élire le chef de leur exécutif.

Les résultats des élections pour les législatures d'Etats ressemblent étonnamment à ceux des élections pour le Congrès. Avec Reagan en tête de leur ticket, les Républicains avaient remporté 302 sièges de plus en 1980 et 330 en 1984. Cependant, en 1988, le GOP n'a guère conquis de sièges supplémentaires sur les 5 961 qui étaient en jeu dans tout le pays. Un respon-

sable du Comité national républicain avait pronostiqué dans le meilleur des cas un gain net de 16 à 30 sièges au moment des résultats définitifs. Quant à eux, les Démocrates avaient considéré qu'ils seraient en mesure de gagner jusqu'à 20 sièges. Du point de vue du contrôle des Chambres dans les législatures d'Etats, le résultats des Républicains paraît encore plus médiocre. Sous Reagan, le Parti républicain avait pris le contrôle de 10 Chambres supplémentaires en 1980 et de 7 autres en 1984. Avec Bush en 1988, les Républicains (certains résultats ne sont pas encore définitifs) pourraient même avoir perdu le contrôle de quelques assemblées[12].

Comme d'habitude, de nombreux référendums et initiatives au niveau des Etats ont provoqué de vifs débats. Leurs résultats sont dignes de considération. Dans l'ensemble, les électeurs de 41 Etats furent invités à se prononcer sur un total de 230 mesures. La plus importante était sans doute la « proposition 103 », un des cinq projets sur les assurances soumis aux électeurs californiens. Ceux-ci l'ont approuvée par une étroite majorité de 51,1 %. La proposition 103 oblige les compagnies à réduire de 20 %, par rapport au taux pratiqué au 8 novembre 1987, celui des assurances automobiles, foncières et commerciales. Elle prévoit également que les bons conducteurs bénéficieront d'une prime additionnelle de 20 % et envisage l'élection d'un commissaire aux assurances chargé de surveiller les augmentation des taux.

La bataille des assurances en Californie a retenu l'attention du pays pour plusieurs raisons.

D'abord, les enjeux financiers étaient importants, tant pour les consommateurs que pour les compagnies d'assurance. Les partisans de la proposition 103 estimaient qu'elle pourrait faire économiser aux citoyens plus de 6 milliards de dollars en cotisations annuelles ; leurs adversaires soutenaient qu'elle ferait subir aux compagnies d'énormes pertes pouvant entraîner des banqueroutes et finalement les contraindre à cesser leurs activités dans l'Etat.

Ensuite, pour des raisons évidentes, cette campagne devint la plus coûteuse du genre dans l'histoire américaine. Elle fit la preuve que l'argent ne suffit pas toujours à déterminer le résultat d'un vote. Dans leur lutte contre la proposition 103, les compagnies nationales d'assurance depensèrent 75 millions de dollars, lesquels financèrent aussi certaines contre-propositions (comme le projet d'assurance « sans faute » qui fut repoussé par une majorité de 3 contre 1). On a estimé que les défenseurs de la proposition 103, dont le consumériste Ralph Nader et un groupe d'organisations de citoyens de l'Etat de Californie, ne purent mobiliser qu'un vingtième des ressources financières de leurs adversaires.

Enfin, plusieurs observateurs affirmèrent que cette mesure, si elle était adoptée, déclencherait une « révolte nationale des assurés » analogne à celle « des contribuables » qui avait démarré en Californie il y a une dizaine

12. Voir W. John Moore, Statehouse Status Quo, *National Journal*, 12 novembre 1988 ; Peterson, Democrats Gain One Statehouse...

d'années. Reste à savoir si cela se produira vraiment. Selon Patrick McGuigan, expert des initiatives populaires, le vote de la proposition 103 « ne donne pas un mandat suffisamment net pour que l'on puisse envisager de prendre dans la foulée beaucoup d'initiatives analogues ». Les perspectives à cet égard seront plus claires lorsque la Cour Suprême de Californie se sera prononcée sur la constitutionnalité de la proposition 103. Les assureurs contestent celle-ci aux motifs que la proposition porte atteinte à leur droit « à un traitement légal équitable en confisquant leurs profits ».

L'avortement fut aussi l'objet de plusieurs référendums importants en 1988. Les électeurs du Michigan ont approuvé par 58 % des voix une mesure interdisant la prise en charge financière des avortements par l'administration sauf lorsque la vie de la mère est en danger. Dans l'Arkansas, un « amendement sur les enfants à naître » définissant le début de la vie à partir de la conception et interdisant l'utilisation de fonds publics pour l'avortement fut adopté par 52 % des voix. Et dans le Colorado, une mesure revenant sur une interdiction de financer les avortements édictée en 1984 fut repoussée par 60 % des voix.

Les mesures de réduction des impôts, souvent associées à l'ère reaganienne, n'ont pas eu beaucoup de succès en 1988. Cela dit, une mesure destinée à rendre plus facile l'augmentation des impôts fut repoussée dans l'Arkansas.

Le résultat des votes sur deux autres mesures d'Etat très en vue pourrait confirmer les remarques faites plus haut au sujet de la proposition 103 : les groupes de pression fortunés ne parviennent pas toujours à leurs fins au moment du vote. Malgré une campagne de 4 millions de dollars de la National Rifle Association (Association nationale des Porteurs d'Armes à Feu), les électeurs du Maryland ont repoussé catégoriquement (58 % des voix) une initiative visant à abroger une loi d'Etat vieille de six mois qui interdisait les armes de poing à bon marché. Dans le même temps, les Californiens ont approuvé massivement une augmentation de 25 cents de l'impôt sur les cigarettes (son produit étant destiné aux campagnes d'éducation pour la santé), alors qu'une campagne de 18 millions de dollars financée par l'industrie du tabac s'y opposait.

Parmi d'autres mesures notables on retiendra d'une part le rejet en Californie par une majorité de 2 contre 1 d'une proposition imposant aux médecins de signaler à l'Etat toute personne séropositive. D'autre part, les électeurs de la Floride, du Colorado et de l'Arizona ont fait de l'anglais la langue officielle de leur Etat, portant ainsi à 17 le nombre des Etats ayant adopté ce type de législation. Enfin, les électeurs du Massachusets ont rejeté une mesure qui aurait provoqué la fermeture des deux centrales nucléaires de l'Etat[13].

13. Pour une analyse des référendums d'Etats, voir Cass Peterson, California Backs Nader Insurance-Rate Cut Plan by Slim Margin, *Washington Post*, 10 novembre 1988 ; Robert Reinhold, Ballot Issues, *New York Times*, 10 novembre 1988 ; Richard W. Stevenson, Rate Cuts in Insurance Voted by Californians are Delayed : Top State Court to Weigh Constitutionality, *New York Times*, 11 novembre 1988.